



HAL
open science

La diplomatie italienne face aux déplacements contraints de populations dans les Balkans, 1912-1914. Enjeux politiques et territoriaux

Fabrice Jesné

► To cite this version:

Fabrice Jesné. La diplomatie italienne face aux déplacements contraints de populations dans les Balkans, 1912-1914. Enjeux politiques et territoriaux. Les réfugiés en Europe du XVIe au XXe siècle, pp.113-130, 2008, 978-2-84736-306-7. <halshs-04992803>

HAL Id: halshs-04992803

<https://shs.hal.science/halshs-04992803v1>

Submitted on 15 Mar 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

La diplomatie italienne face aux déplacements contraints de populations dans les Balkans, 1912-1914

Enjeux politiques et territoriaux

Fabrice Jesné, membre de l'École française de Rome

Les guerres balkaniques¹ frappent les contemporains par leur modernité – recours à l'artillerie lourde, aux chemins de fer, aux fortifications bétonnées, à la marine – mais aussi par leur archaïsme : les armées balkaniques opèrent fréquemment dans des régions montagneuses plus propices à la guerre de bandes qu'aux manœuvres de corps d'armées. La question de la violence se trouve au cœur de cette double nature des guerres balkaniques. Durant les combats, elle revêt déjà ce mélange de modernité industrielle dénoncée par exemple par Pierre Loti², et de brutalité quasi médiévale des corps à corps³ qui caractérisera la Première Guerre mondiale⁴. La violence faite aux populations civiles est en revanche plus problématique. Depuis la fin du XIX^e siècle, les exactions à l'encontre des populations civiles constituent la marque de fabrique de cette partie de l'Europe encore très mal connue de l'opinion occidentale⁵. Conséquence des massacres, les cortèges de réfugiés constituent un sous-produit des horreurs balkaniques. Pourtant, les premières guerres modernes – guerre de Sécession, guerre franco-allemande de 1870-71 – avaient elles aussi produit des réfugiés en nombre important. Dans ces guerres « civilisées », toutefois, l'esprit public européen suppose

¹ On parle généralement d'une « première guerre balkanique » opposant l'empire Ottoman à la coalition formée par la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro (octobre 1912 – mai 1913), et d'une « deuxième guerre balkanique » entre la Bulgarie d'une part et la Serbie, la Grèce, la Roumanie et l'empire Ottoman d'autre part (juin – juillet 1913). En réalité, les combats sont continus depuis l'ouverture des hostilités en octobre 1912 jusqu'à la Première Guerre mondiale et au-delà ; seule change la répartition des belligérants, qui varie au gré des armistices, trêves et traités de paix ponctuant cette séquence historique qui s'achève avec les traités de paix du début des années 1920.

² LOTI, (Pierre), « Lettre sur la guerre moderne », *Le Figaro*, 12 novembre 1912 : « Alors, le progrès, la civilisation, le christianisme, c'est la tuerie extra-rapide, la tuerie à la mécanique – et le shrapnell en représente pour le moment l'expression suprême ! (...) Honte ! Honte à l'Europe, honte à son christianisme de pacotille. Et, pour la première fois de ma vie, je crois que je vais dire : honte à la guerre moderne ! »

³ Le *Corriere della Sera* publie ainsi le 26 octobre 1912 un article de son grand reporter Luigi Barzini, qui couvre l'avancée bulgare en Thrace : « Prodiges de valeur des Bulgares durant la prise de Kirk-Kilisse. Des fortifications modernes prises d'assaut sur des échelles médiévales » (toutes les traductions sont de l'auteur). Le journaliste, qui couvrit le siège de Port-Arthur en 1905, souligne l'inefficacité des forts construits par les Allemands face à l'impétuosité des Bulgares, ces « Japonais des Balkans ».

⁴ Parmi l'abondante bibliographie sur cette question, on citera l'ouvrage majeur de George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999, XVII + 291 p.

⁵ Cf. JEANNENEY, (Jean-Noël), « Massacres et ingérences : les Horreurs Bulgares », in *L'Histoire*, n° 235, 1999, p. 16-18.

que les civils fuient « seulement » les combats. Dans les Balkans, ils fuient également les exactions de troupes plus ou moins régulières. Les « atrocités allemandes »⁶ de 1914 brouilleront cette dichotomie entre Orient et Occident, mais en 1912-1913, le phénomène des réfugiés est considéré comme une conséquence des haines interethniques balkaniques.

Il est vrai que les migrations peuvent être considérées comme un trait d'identité majeur de la péninsule balkanique. Carrefour d'invasions, puis vaste zone-frontière entre les empires turc, russe et allemands, la péninsule fut le théâtre de la fuite de populations entières⁷, et de transferts de populations au sein des empires, à des fins de contrôle territorial⁸. S'il est donc vrai que le phénomène des réfugiés au cours des guerres balkaniques est lié à des pratiques de combat et de contrôle territorial prémodernes, perçues en Europe comme « orientales », il s'inscrit dans un contexte relativement récent d'homogénéisation ethnique, lié à une volonté d'adoption rapide du modèle occidental de l'État-nation. Les États balkaniques ont en effet réalisé au cours du XIX^e siècle que les relations internationales n'obéissent pas aux mêmes règles dans les Balkans et dans le reste de l'Europe. Dans la péninsule balkanique, le droit de conquête ne suffit pas à légitimer les annexions territoriales. Il faut, en dernier ressort, obtenir le consentement des Puissances⁹, qui tracent les frontières balkaniques au gré des exigences plus ou moins contradictoires de l'équilibre stratégique et du principe des nationalités. Dès lors, l'assimilation ou l'élimination des populations différentes de celle du conquérant devient pour ce dernier un moyen d'obtenir le consentement des puissances à l'annexion¹⁰.

Parmi les Puissances, trois ont des ambitions ou des intérêts territoriaux dans les Balkans ; la Russie cherche à exploiter son patronage sur les Slaves pour pousser son influence vers la Méditerranée et contrebalancer ainsi ses revers asiatiques ; l'Autriche-Hongrie entend briser le foyer d'agitation serbe, qui constitue une source d'attraction centrifuge pour ses populations slaves méridionales ; enfin, l'Italie souhaite maintenir l'équilibre stratégique en Adriatique, en tenant en respect l'Autriche-Hongrie et en empêchant l'émergence de concurrents balkaniques. *Least of the Great Powers* selon l'indémorable formule de Richard

⁶ Cf. HORNE, (John), KRAMER, (Alan), *German atrocities 1914. A History of Denial*, New Haven – Londres, Yale University Press, 2001, 608 p.

⁷ On peut ainsi citer la grande migration serbe de 1690, étudiée plus haut par Olivier Chaline.

⁸ Citons par exemple le cas des Tcherkesses, peuple musulman du Caucase, expulsé lors de la conquête russe en 1864, et établi dans les Balkans par le pouvoir ottoman, qui utilise ces fameux « Circassiens » pour réprimer les populations chrétiennes.

⁹ Le « concert » des six grandes puissances européennes : Royaume-Uni, Allemagne, France, Russie, Autriche-Hongrie, Italie, constitue ce que nous appellerions aujourd'hui la « communauté internationale ».

¹⁰ Sur la purification ethnique comme aspect de l'europanisation des Balkans, cf. PRÉVÉLAKIS, (Georges), « Le processus de purification ethnique à travers le temps », in « Les permanences balkaniques au XX^e siècle », n° spécial de *Guerres mondiales et conflit contemporains*, janvier 2005, n° 217, p. 47-59, en particulier « Le choc de Saint-Stefano », p. 50-53.

Bosworth¹¹, l'Italie souffre de son poids relativement faible sur l'échiquier balkanique. Or, les guerres balkaniques provoquent une recomposition géopolitique de la péninsule, qui perturbe profondément les rapports de force entre puissances. Les principales opérations ont d'abord lieu en Thrace et en Macédoine, loin de l'Adriatique et des intérêts italiens. Toutefois, les affaires albanaises prennent à partir de 1913 une importance croissante, et avec elles la question des réfugiés, dont nous allons voir qu'elle constitue un facteur clé des intérêts italiens en Adriatique.

Le déclenchement des guerres balkaniques prend de court des puissances européennes peu désireuses de voir se rouvrir la Question d'Orient. L'Italie se trouve dans une situation particulièrement inconfortable : elle a besoin de temps pour digérer ses récentes conquêtes libyennes, et ne souhaite pas être entraînée dans une crise européenne. En outre, les diplomates italiens sont absents de l'empire Ottoman depuis près d'un an. Or, les opérations ont exclusivement lieu sur le territoire ottoman, où ambassadeur, attaché militaire et consuls italiens ne font leur retour que tardivement (à partir de décembre 1912). Par ailleurs, les consuls ne peuvent pas toujours accéder à leur poste si celui-ci est situé dans une zone de combats. C'est par exemple le cas du consul Labia, qui en janvier 1913 n'est ainsi pas encore parvenu à accéder à son siège de Janina (Ioannina)¹², encerclée par l'armée grecque ; ayant reçu l'instruction de s'installer à Préveza, en arrière du front, il est soupçonné d'espionnage par les autorités grecques et soumis à de constantes tracasseries¹³. Le gouvernement italien doit donc compter pour son renseignement sur ses représentants auprès des alliés balkaniques. Les attachés militaires à Belgrade, Sofia et Athènes suivent, comme leurs collègues des autres Puissances, les armées des coalisés. Toutefois, les conditions de censure imposées par les belligérants sont si draconiennes que les attachés ne parviennent à glaner que peu de renseignements sur les opérations, et encore moins sur leurs conséquences pour les populations civiles¹⁴. N'ayant qu'une liberté de mouvement relative, ne pouvant couvrir

¹¹ BOSWORTH, (Richard J. B.), *Italy, the Least of the Great Powers. Italian Foreign Policy Before the First World War*, Londres – New York – New Rochelle, Cambridge University Press, 1979, X + 537 p.

¹² Nous avons retenu les toponymes usités à l'époque des guerres balkaniques, en proposant entre parenthèses, pour leur première occurrence dans le texte, la version la plus courante actuellement.

¹³ *Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore* (USSM), G33/29/262, 23 r. p. de Préveza, 30 janvier 1913, « Capitano Garibaldino Sig. Cassone ».

¹⁴ Le 8 février 1913, alors que les hostilités entre la Turquie et la Bulgarie ont repris après un bref armistice, l'attaché militaire à Sofia expose ainsi au commandant en second de l'État-major les difficultés de la collecte du renseignement : « Le ministre de la Guerre a fait savoir aux attachés militaires qu'ils n'étaient pas autorisés à suivre les opérations militaires, mais qu'ils recevraient à Sofia les informations les plus importantes et les plus

l'ensemble des nombreux théâtres d'opérations¹⁵ où ils sont de toute façon soumis au strict contrôle des belligérants, les attachés militaires n'ont souvent d'autre ressource que la presse, même s'ils en disent le plus grand mal. Les journalistes eux-mêmes sont soumis à une stricte censure. Dans une lettre au directeur du *Corriere della Sera*, le grand reporter Luigi Barzini¹⁶ décrit ainsi sa campagne de Thrace de 1912 en des termes amers :

« Je n'ai sans doute jamais fait de campagne aussi rude, épuisante et inutile. La censure, d'une sévérité prohibitive, était exercée par des professeurs enrégimentés qui ne comprenaient rien, ne savaient rien, et ne laissaient passer que ce qu'ils savaient et comprenaient. (...) Au cours de notre voyage, personne ne s'informait de la situation des régions que nous devons traverser (secret militaire), et ce n'est que plus tard, à l'étape, que l'on se rendait compte d'être passé par la zone d'opération des Pomaks, des bachi-bouzouks ou des bandes macédoniennes, dont nous trouvions les traces fumantes et sanglantes »¹⁷.

Du reste, le phénomène des réfugiés ne suscite tout d'abord pas beaucoup d'inquiétude, dans la mesure où les populations chassées par les victoires des coalisés balkaniques en novembre et décembre 1912 sont très majoritairement musulmanes. L'Europe s'identifie alors à la civilisation et à la chrétienté, et les musulmans balkaniques sont considérés comme un corps étranger, dont l'expulsion répond à une nécessité historique¹⁸. Cette vision est largement

intéressantes sur le cours de la guerre. Du 3 février (reprise de la guerre) à ce soir (8 février), on n'a reçu que les deux communications ci-joint, lesquelles sont, du reste, reportées intégralement par l'agence télégraphique. Nous autres, attachés militaires, espérons que le ministre de la Guerre voudra bien nous fournir par la suite des informations plus amples et plus importantes. Il est impossible – pour le moment – de trouver dans la capitale aucun autre moyen d'information. Je tente – et tenterai – de tenir une sorte de journal à partir des seules données qui pourront être vérifiées pour l'essentiel. Le contenu de ce journal est actuellement fort misérable. » AUSSM, G33/28/261, 1155 de Sofia, 8 février 1913, « *Diario delle operazioni di guerra* ».

¹⁵ L'attaché militaire à Athènes se rend ainsi successivement sur le front d'Épire, puis à Salonique et de nouveau en Épire, de décembre 1912 à février 1913, sans pouvoir obtenir d'autres informations que celles que veulent bien lui fournir les attachés de puissances mieux en cour que l'Italie auprès de l'État-major grec (l'attaché français notamment), ou d'officiers grecs interrogés à l'arrière. Cf. AUSSM, G33/28/254, *passim*.

¹⁶ Luigi Barzini (1874-1947) est grand reporter pour le *Corriere della Sera* à partir de 1900 ; il couvre avec bonheur la Guerre des Boxers et la guerre russo-japonaise de 1905, publiant plusieurs « scoops » retentissants. Son intrépidité lui permet à la fois de devancer ses collègues et de publier des récits exacts des horreurs de la guerre et même des crimes commis par les troupes occidentales. Durant les guerres balkaniques, il couvre la campagne bulgare de Thrace (novembre – décembre 1912) puis les événements d'Albanie ; la confusion et le contrôle exercé par les belligérants ne lui permettent pas d'avoir une vision parfaitement claire des responsabilités des uns et des autres ; en outre, l'implication italienne en Albanie pèse sur le jugement d'un homme qui sera tenté par le nationalisme puis le fascisme.

¹⁷ Lettre de Luigi Barzini à Luigi Albertini, Sofia, 15 décembre 1912, in ALBERTINI, (Luigi), *Epistolario 1911-1926. V. 1, Dalla guerra di Libia alla Grande Guerra*, Milan, Arnoldo Mondadori Editore, 1968, XXXV + 386 p., édition d'Octave Barié (doc. 114, p. 172-175).

¹⁸ Sur la perception occidentale de l'empire Ottoman, son assimilation à un islam fanatique, et l'association des populations civiles à la « barbarie turque », citons encore une fois Luigi Barzini ; son article, qui couvre la campagne bulgare en Thrace à la fin de 1912, est publié dans le *Corriere della Sera*. Il est à l'unisson de la presse européenne : « Une terreur folle, ou peut-être un ordre, a chassé de ses villages toute la population mahométane de la Thrace. (...) Les raisons d'une telle émigration échappent à notre conscience moderne et à

partagée par les décideurs italiens ; les représentants du Royaume à Constantinople sont peut-être les mieux placés pour constater l'ampleur du phénomène des réfugiés : les musulmans chassés d'Europe par la guerre affluent en effet dans la dernière possession européenne de la Porte, où ils s'entassent dans une grande misère en attendant de pouvoir émigrer en Asie. Le spectacle de la capitale turque après plusieurs mois de guerre inspire à l'attaché militaire Mombelli ces commentaires sur l'apathie qui succède à la violence fanatique chez les musulmans :

« La population musulmane, par sa nature fataliste, apathique, inconsciente, n'a pas la force de réagir et se résigne facilement à son sort infortuné, sans en chercher les causes, que l'on trouve toujours dans la volonté du Très-Haut »¹⁹.

L'indifférence au sort des réfugiés musulmans s'inscrit dans le cadre d'une hostilité de principe à l'empire Ottoman, qui imprègne largement la sphère de décision italienne en dépit des positions traditionnelles de la *Consulta*, attachée au maintien de l'intégrité de l'empire Ottoman comme facteur d'équilibre en Orient. Il semble alors que le coup de force des alliés balkaniques sur la scène internationale, passée la première stupeur²⁰, libère pour un temps les convictions profondes des membres de l'outil diplomatique et militaire italien. On trouve l'expression de ces convictions « nationalistes » dans la correspondance interne à la sphère de décision : rapports des attachés militaires à l'État-major, dépêches des consuls au ministère des Affaires étrangères. Dès la fin du mois d'octobre 1912, l'attaché militaire à Londres propose ainsi à ses supérieurs une analyse de la situation dans les Balkans qu'il avait développée à l'école de guerre de Vérone, quelques années auparavant. Cette analyse s'accompagnait d'un appel à une nouvelle politique italienne dans la région, que l'attaché se

notre âme civilisée. Nous sommes ici dans un pays resté cinq siècles en arrière et qui a de la guerre une définition atroce, sauvage, primitive. Le bachi-bouzouk qui massacre et combat selon son idée de la guerre, imagine qu'il risque à son tour le massacre quand il rencontre un ennemi plus fort que lui, et il fuit. La fuite de la population islamitique (sic) semble prouver deux choses : que les Turcs étaient très minoritaires en Europe, et qu'ils ne se sentaient pas chez eux. Ils avaient la force des conquérants, et sans elle ils se sont trouvés étrangers de coutumes et de langue, et ils ont trouvé la fuite logique et nécessaire. (...) Au bout de cinq siècles les Turcs étaient toujours des envahisseurs comme au temps de la conquête. Aucune fusion ne s'était produite entre eux et les peuples conquis, aucune communauté n'était née. Ils ne gouvernaient même pas : ils s'étaient contentés d'établir une occupation militaire permanente et campaient sur la terre conquise. Quand leurs soldats se sont retirés, ils se sont retirés eux aussi. Leur psychologie guerrière, leur instinct les ont portés à suivre le sort des armes. Le peuple et l'armée se confondent » ; BARZINI, (Luigi), « Dall'ultimo lembo di terra turca in Europa », *Corriere della Sera*, 28 novembre 1912, p. 5.

¹⁹ AUSSM, G29/110/6, 88 du 1^{er} juin 1913, Constantinople, « Rapporto informativo ».

²⁰ Dans ses mémoires publiés en 1928, le Comte Alessandro De Bosdari admet ainsi ne pas avoir cru aux rumeurs d'alliance balkanique anti-ottomane lorsqu'il était ambassadeur d'Italie à Sofia au printemps 1912. Cf. DE BOSDARI, (Alessandro), *Delle guerre balcaniche della grande guerra e di alcuni fatti precedenti ad esse. Appunti diplomatici*, Milan, A. Mondadori, 1928, 225 p., p. 51.

sent désormais autorisé à proposer à sa hiérarchie, à la lumière des premiers succès des coalisés :

« Notre politique doit être inspirée par le principe des nationalités ; elle doit donc être menée aux côtés des peuples qui fondent leurs espérances sur ce principe. Cette politique peut trouver d'actifs et vigoureux développements dans le bassin danubien, où les peuples slaves tentent de se regrouper autour de leurs centres naturels, où fermente la rébellion contre le *malgoverno turc*, qui devra, selon la loi naturelle, céder sous son propre poids, pour faire place à une entité politique qui regrouperait fraternellement les Bulgares, les Serbes, les Grecs et les Albanais, lesquels ne se contentent plus d'exprimer des désirs confus, des cris de douleur inarticulés, mais tout un cortège d'idées, de volonté, de sang et de cultes qui les pousse vers un avenir glorieux »²¹.

L'attaché voit dans les triomphes bulgares le prélude à la formation d'une mythique confédération balkanique, que l'Italie aurait tout intérêt à soutenir, voire à patronner, afin de renforcer son poids géopolitique en Méditerranée en Europe²². Ce rêve d'un retour aux sources d'une politique étrangère italienne à la fois généreuse et ambitieuse, après plusieurs décennies d'une politique mesquine d'équilibre des puissances, qui passe dans les Balkans par la défense de l'intégrité territoriale d'un empire Ottoman honni – la référence au « *malgoverno* » associe clairement le despotisme turc à celui de l'Autriche ou du pape – connaît une fortune particulière en Italie à la fin de l'année 1912. Le début de la première guerre balkanique coïncide en effet à la fin de la guerre de Libye. Une partie de l'opinion italienne voit ainsi dans la conquête coloniale des dernières provinces africaines de l'empire Ottoman une double réalisation des mots d'ordre du *Risorgimento* : « l'Italia farà da sé » (l'Italie mènera une politique indépendante), et l'Italie championne des nationalités, la guerre italienne donnant le signal du réveil des peuples balkaniques. Cette vision, qui domine dans la presse²³, à la Chambre²⁴, et, on le voit, jusque dans les ambassades et les bureaux de la

²¹ AUSSM, G29/109/16, rapport 274 de Londres, 28 octobre 1912 : « Appunti sulla situazione politica internazionale ».

²² L'idée du regroupement des Slaves autour de leurs « centres naturels » s'inscrit nettement dans la lignée de la réflexion de Giuseppe Mazzini sur les Balkans ; cf. MAZZINI, (Giuseppe), *Lettere slave*, 1857, rééd. Bari, Laterza, 1939, 136 p. ; quant à l'évocation des « espérances » des peuples balkaniques, elle fait référence au *Delle Speranze d'Italia* de Cesare Balbo (Paris, Firmin Didot, 1844), autre grand texte de l'âge romantique sur la future politique étrangère de l'Italie unifiée.

²³ Le premier éditorial consacré par le *Corriere della Sera* au nouvel état de la question d'Orient après le début de la première guerre balkanique s'intitule ainsi significativement « Le programme italien pour la question orientale : les Balkans aux peuples balkaniques (« Il programma italiano nella questione orientale. I Balcani ai popoli balcanici », par Andrea Torre, 2 novembre 1912, p. 2).

²⁴ Dans sa « une » du 27 mai 1914, le *Corriere della Sera* rend ainsi compte du débat parlementaire sur la politique étrangère du ministre Antonino Di San Giuliano, interpellé par les députés de l'extrême gauche

Guerre, est pourtant en contradiction absolue avec la position réelle de l'Italie sur l'échiquier balkanique. Le Ministère des Affaires étrangères italien, est, comme ses homologues européens, tétanisé par un conflit balkanique qui peut dresser les puissances européennes les unes contre les autres.

L'évolution du conflit balkanique atténue d'elle-même l'embarras italien : en effet, après avoir obtenu l'abandon par la Turquie de la quasi-totalité de ses possessions européennes²⁵, les alliés se déchirent pour le partage des territoires ainsi conquis. Il n'est dès lors plus possible d'ignorer les exactions commises par les armées et les bandes grecques, serbes, bulgares et turques à l'égard des populations civiles de Thrace, Macédoine et Épire, qui produisent de nouveau des vagues de réfugiés. La pétition de principe en faveur des nationalités balkaniques avait d'abord conduit la sphère de décision italienne à ignorer les exactions à l'égard des populations civiles. Dans un des *Bulletins hebdomadaires* édités par l'État-major italien à des fins d'information interne, on parle ainsi en décembre 1912 d'opérations de « répression du brigandage » menées par l'armée grecque en Macédoine contre les « bandes albanaises »²⁶. L'allusion aux inquiétudes exprimées à ce sujet par la Roumanie quant au sort des populations valaques, réputées apparentées aux Roumains, montre que l'État-major italien n'ignore rien des pratiques de répression utilisées par les armées balkaniques. Toutefois, ces pratiques paraissent acceptées comme liées aux exigences du contrôle territorial des territoires conquis.

Dès lors que les anciens alliés balkaniques s'entre-déchirent, cependant, le cycle des massacres et de la fuite des populations apparaît de plus en plus clairement comme un facteur de déstabilisation internationale, susceptible d'impliquer les puissances. Les belligérants se livrent en effet à une guerre parallèle des communiqués, consistant à minimiser les victoires de l'adversaire, ou à en exagérer les défaites, mais aussi à en documenter les exactions, afin de le discréditer auprès des Puissances et de l'opinion publique internationale. En juillet 1913, la Bulgarie, dont les armées ont été battues par celles de ses adversaires grecs, serbes, roumains et turcs, tente de limiter l'ampleur de sa défaite en sollicitant l'intervention des puissances en sa faveur ; la représentation diplomatique italienne à Sofia reçoit ainsi une abondante documentation sur les exactions des troupes turques qui chassent la population

républicaine, qui jugent que la politique menée en Albanie est contraire au principe des nationalités car défavorable à la Grèce : « Le interrogazioni alla Camera sul Dodecaneso e sull'Albania. Dichiarazioni del ministro degli Esteri. Barzilai propone l'internazionalizzazione del problema albanese ».

²⁵ Le 30 mai 1913, les alliés et l'empire Ottoman signent en effet à Londres un traité de paix qui prévoit l'abandon par l'empire Ottoman de la Crète et de tous les territoires situés à l'Ouest d'une ligne Enos-Midia ; la Turquie ne conserve ainsi qu'un territoire exigü autour de sa capitale.

²⁶ AUSSM, G33/16/198, bulletin 70, 9 décembre 1912.

bulgare de Thrace occidentale. Les autorités bulgares demandent aux diplomates italiens de transmettre le dossier à la *Consulta*, afin qu'elle exerce des pressions sur la Turquie²⁷. L'impossibilité manifeste d'attribuer à l'un des camps les vertus du bon droit et de la civilisation conduit au contraire la sphère de décision italienne à refuser de s'impliquer, comme l'observe l'attaché militaire italien à Sofia dans un bilan sur la question rédigé à la fin de la deuxième guerre balkanique :

« Pendant cette dernière époque de dix mois de guerre dans les Balkans, je n'ai pas voulu m'occuper de la question des massacres, notamment parce que les journaux en ont trop parlé. (...) »

La vérité vraie est que ces massacres furent commis – plus ou moins avec la même intensité, d'ailleurs – à la fois par les Turcs, les Grecs, les Serbes et les Bulgares. (...) »

Le gouvernement grec, et le gouvernement bulgare immédiatement après, avaient proposé qu'une commission internationale fasse une enquête sur les massacres de Macédoine.

Notre gouvernement a fort bien fait de se prononcer contre une telle proposition, qu'elle soit grecque ou bulgare »²⁸.

Il est en effet plus que probable qu'une telle commission d'enquête internationale aurait vu chaque puissance défendre ses clients régionaux plutôt que la vérité, la réconciliation et le retour des réfugiés. Il revient au contraire à une initiative privée d'œuvrer en faveur de tels principes : la fondation Carnegie enquête en effet sur les exactions commises durant les deux guerres balkaniques et livre ses conclusions en 1914²⁹ ; le déclenchement de la Première Guerre mondiale limite fortement la portée de cette initiative dont le wilsonisme avant la lettre ne recueille de toute façon que scepticisme auprès des chancelleries européennes.

Ces dernières voient au contraire dans une homogénéisation « volontaire » du peuplement des Balkans le moyen d'un règlement définitif de la Question d'Orient. Il s'agit en effet de faire coïncider le peuplement des États balkaniques avec les frontières qui leur ont été attribuées par les traités de paix de Londres (30 mai 1913) et Bucarest (3 août 1913) ; l'homogénéisation du peuplement des États balkaniques doit ainsi geler les revendications territoriales. La Turquie est la première à se lancer dans une politique d'échanges de populations. Elle doit en effet faire face à un afflux de réfugiés, appelés *muhacir* (« émigrants ») en référence à

²⁷ AUSSM, G33/28/261, 1423 de Sofia, 20 juillet 1913, « Invasione turca in Tracia ».

²⁸ AUSSM, G33/28/261, 1447, Sofia, 2 août 1913, « Massacri da parte dei turchi, dei serbi e dei greci ».

²⁹ *Report of the International commission to inquire into the causes and conduct of the Balkan wars*, Washington, The Endowment, 1914, 413 p.

l'Hégire de Mahomet³⁰. Ce mouvement a débuté en réalité à la fin du XIX^e siècle³¹, les musulmans fuyant continuellement les territoires chrétiens nouvellement indépendants. Les combats de 1912-1913 accentuent le phénomène, et l'empire Ottoman choisit de le rationaliser en regroupant sur le territoire turc les populations musulmanes des territoires perdus. Les régions peuplées de non-musulmans restées sous contrôle ottoman ont vocation à être vidées de leurs habitants, afin d'empêcher les voisins balkaniques de les revendiquer, mais aussi pour y installer les réfugiés musulmans. L'attaché militaire italien à Constantinople constate alors avec satisfaction que « la question des nationalités à elle aussi été résolue » au cours des négociations turco-bulgares de septembre 1913. Selon son rapport, les musulmans de Thrace occidentale disposent ainsi d'une clause d'option durant quatre ans, ou de facilités pour émigrer³². En réalité, il s'agit d'un accord d'expulsion conjointe, que la Turquie tente par la suite d'imposer à la Grèce. Forte de ses victoires au cours des deux guerres balkaniques, cette dernière n'a pas renoncé aux ambitions de la *Megali Idea*, la « Grande Idée » panhellénique, et refuse de laisser expulser les Grecs d'Asie mineure, d'autant qu'elle doit accueillir dans de dramatiques conditions les réfugiés de Macédoine. L'attaché militaire italien à Constantinople estime pourtant qu'il est à long terme dans l'intérêt de la Grèce de consentir à l'échange de populations proposé par la Turquie :

« La population et les autorités ottomanes n'ont rien négligé pour rendre aux sujets Hellènes leur présence en Turquie insupportable. Il en résulte que si la Sublime Porte peut porter des accusations graves à l'égard du Gouvernement d'Athènes, ce dernier à des raisons fondées de lui répliquer avec une égale énergie. D'un autre côté, même s'il présente aujourd'hui un caractère particulièrement grave dû à des circonstances exceptionnelles, en dernière analyse cet échange réciproque de population sera aussi avantageux pour la Turquie que pour la Grèce, car il apportera à l'une et à l'autre cette homogénéité ethnique qui est la garantie certaine de la tranquillité et de la force nationale »³³.

La violence et l'expulsion des populations civiles perdurent donc au-delà de la fin officielle des guerres balkaniques, à l'été 1913. Il faut dire que les traités de paix ont laissé en suspens deux questions territoriales, celles des îles de la mer Egée et celle d'Albanie. Le traité de Londres prévoyait l'abandon par la Turquie de ses territoires européens, mais pas leur répartition. Le traité de Bucarest, qui met fin à la deuxième guerre balkanique, répartit la

³⁰ Cf. TOUMARKINE, (Alexandre), *Les migrations des populations musulmanes balkaniques en Anatolie (1876-1913)*. Cahiers du Bosphore, XIII, Istanbul, Editions Isis, 1995, VII + 139 p., p. 32.

³¹ *Id.*, p. 29.

³² AUSSM, G29/110/20, 164 de Constantinople, 19 septembre 1913 : « Rapporto informativo ».

³³ AUSSM, G29/111/9, 107 de Constantinople, 28 juin 1914 : « Situazione turco-greca ».

Macédoine et la Thrace entre les belligérants. En mer Egée, la Grèce s'est emparée des îles de Chio et Mytilène, dont l'empire Ottoman exige la restitution ; l'Italie, quant à elle, avait durant la guerre de Libye saisi le Dodécanèse. En vertu du traité d'Ouchy d'octobre 1912, l'Italie maintient son occupation de l'archipel comme gage de l'application intégrale du traité par la Turquie. Or, la Grèce revendique ces îles peuplées de Grecs. L'attribution des territoires albanais de la Turquie reste cependant la principale question en suspens à l'issue des guerres balkaniques. La commission des ambassadeurs des Puissances, qui siège à Londres, impose aux alliés balkaniques la naissance d'une Albanie autonome, dont les frontières sont fixées par le protocole de Florence du 17 décembre 1913. L'Italie est également impliquée au premier chef dans la question albanaise ; souhaitant neutraliser la sortie de l'Adriatique, elle défend en effet l'existence d'une Albanie indépendante, notamment contre les appétits des États balkaniques voisins, la Serbie et surtout la Grèce. La partie Sud du pays est en effet la plus proche du talon de la botte italienne, distante de seulement 80 kilomètres. Or, le Sud de l'Albanie est revendiqué par la Grèce, qui nomme Épire du Nord cette région comprenant des populations orthodoxes et hellénophones. Les deux questions territoriales non réglées par les traités de paix impliquent donc l'Italie, qui se trouve engagée dans une rivalité géostratégique avec la Grèce. La question des réfugiés devient alors un facteur clé de cette rivalité.

En effet, la Grèce pratique en « Épire du Nord » une politique visant à remettre en cause l'attribution de la région à l'Albanie par les Puissances. Il s'agit d'obtenir de gré ou de force le consentement des populations locales à une séparation de l'Albanie, en vue d'un rattachement à la Grèce. La diplomatie italienne dispose dans la région d'un important réseau consulaire, en raison des liens commerciaux anciens entre l'Italie et les Balkans occidentaux : les consuls italiens à Janina, Corfou, Valona (Vlorë), Durazzo (Durrës), fournissent au ministère des Affaires étrangères des informations très précises sur la situation dans la région ; ces représentants italiens sont en effet en contact avec les notables des différentes communautés, notamment les ecclésiastiques, mais aussi avec les nombreux journalistes italiens qui sillonnent alors l'Albanie. En mai 1913, l'armée grecque finit par prendre la forteresse de Janina, s'ouvrant la route de l'Épire. Le consul à Durazzo Dolfini envoie alors à Rome des informations provenant d'un journaliste du *Secolo* de Milan, Luciano Magrini, de retour d'Épire, puis l'appel à l'intervention des puissances européennes adressé par les « notables et musulmans » de diverses localités albanaises, qui lui parvient par l'intermédiaire

de l'évêque catholique d'Alessio (Lezhë)³⁴. Au début du mois de juillet, c'est le consul italien à Valona qui dévoile le plan des Grecs dans un rapport très précis sur leurs préparatifs militaires :

« Il serait entendu que dès que les troupes grecques procéderaient, en vertu de la décision de la Conférence de Londres, à l'évacuation des territoires qui doivent être cédés [à l'Albanie], éclaterait une révolte armée parmi les populations chrétiennes, d'ores et déjà complètement armées. Certaines personnes affirment que dans la région de Chimara on proclamerait l'autonomie.

De nombreux volontaires orthodoxes continueraient à se présenter aux autorités militaires, et seraient incorporés aux bataillons spéciaux auxquels je fais référence dans le rapport cité plus haut.

De nombreux officiers, mais aussi soldats de l'armée grecque originaires des régions contestées auraient donné leur démission et se trouveraient dans lesdites régions pour participer au mouvement insurrectionnel qui se prépare »³⁵.

La Grèce a donc recours à un procédé déjà utilisé en Crète : susciter un mouvement autonomiste local, censé représenter la volonté de la population, afin de mettre les Puissances devant le fait accompli : si la Grèce peut faire l'objet de pressions, il n'en va pas de même pour un mouvement local, qui ne pourrait être mis au pas que par une intervention directe des Puissances, ce que la Grèce sait impossible en raison des divisions entre les membres de la Triple Alliance et de la Triple Entente. Il revient donc au mouvement autonomiste de procéder au nettoyage ethnique de la région, afin de la rendre conforme au postulat de sa « grécité » avancé pour légitimer les revendications de la Grèce. Les consuls italiens renseignent très vite Rome sur la campagne de terreur lancée par les autonomistes épirotes avec le soutien d'Athènes. Ils soulignent le caractère minoritaire et exogène du mouvement nationaliste, qui cherche à impliquer la population locale dans les exactions, afin de rendre la politique d'homogénéisation ethnique irréversible : les « insurgés épirotes » sont avant tout des officiers et des soldats de l'armée grecque, souvent épirotes mais également originaires de la Grèce propre, qui désertent avec le consentement des autorités militaires grecques, afin de participer à la guérilla anti-albanaise. Ils sont efficacement secondés par des bandes armées issues des conflits balkaniques précédents : brigands macédoniens accourus en voisins et vétérans de la révolution crétoise de 1897 acheminés par la marine grecque. L'armée et l'administration grecques assurent un soutien militaire et logistique, en liaison directe avec les

³⁴ AUSSM, G33/28/255, t. 4627 et 4635 des 17 et 18 mai 1913.

³⁵ AUSSM, G33/28/256, R 326 de Valona, 5 juillet 1913, « Informazioni militari ».

comités nationalistes grecs, patronnés par la cour du roi Constantin³⁶. Les diplomates italiens insistent donc sur le caractère artificiel de ce mouvement inspiré d'après eux par les cercles nationalistes grecs.

Dans l'analyse des diplomates italiens, la campagne de terreur poursuit plusieurs objectifs : le premier d'entre eux est de contraindre à la fuite les populations musulmanes. L'incendie des villages s'accompagne d'exactions dont le récit vise à inspirer la peur aux populations :

« Des assassinats de musulmans ont lieu tous les jours. Les femmes musulmanes de Giuliates ont été forcées à danser nues après que les insurgés eurent abusé d'elles. Presque tout le bétail appartenant aux musulmans a été volé : une partie a été utilisée pour nourrir les insurgés, une autre a été offerte aux paysans orthodoxes pour les encourager à persévérer dans la lutte. Les paysans ont abandonné les travaux des champs et profitent de la circonstance pour piller, en pensant qu'une autre occasion se représentera difficilement. La situation des musulmans ne pourrait être plus tragique : il est urgent d'apporter un remède efficace. Les familles musulmanes fuient épouvantées par les excès commis par les bandes, dont on raconte les atrocités inouïes, et par la peur d'un massacre de musulmans en prévision d'une éventuelle avancée albanaise »³⁷.

Il s'agit également de compromettre les populations chrétiennes, afin de les impliquer dans le cycle d'exactions et de vengeance entre Grecs et Albanais. Les troupes albanaises parviennent en effet parfois à avoir le dessus, lorsque la pression des Puissances contraint la Grèce à restreindre son aide aux Epirotes ; dans ce cas, ce sont les populations chrétiennes qui sont contraintes à la fuite. En mai 1914, le consul italien à Corfou se félicite même de l'afflux de réfugiés chrétiens en Épire autonome : on compte en effet sur une asphyxie économique des insurgés, et sur le mécontentement des populations, pour que la volonté des Puissances soit enfin acceptée³⁸. Les impératifs de la stratégie italienne en Adriatique la conduisent ainsi à patronner la nation albanaise, et à prendre le parti de populations musulmanes contre des chrétiens, grecs de surcroît : les accents philhellènes encore de mise lors de la première guerre balkanique disparaissent au profit de la nation albanaise, qui bénéficie du protectorat intéressé de l'Italie.

³⁶ AUSSM, G33/36 : « materiale classificato – ufficio coloniale, Romania, Montenegro, Grecia, Albania, 1914-1916 », fasc. 358, 360, et 361, *passim*.

³⁷ G33/36/361, 124/1579 de Rome, 28 avril 1914, promemoria 305, copie d'un rapport du consul à Ioannina en date du 22 avril 1914 : « Continuano gli sbarchi di cretesi in Epiro. Il terrore seminato dalle bande tra i musulmani ».

³⁸ G33/36/361, 132/1768 de Rome, 15 mai 1914, copie d'un rapport du consul de Corfou en date du 13 mai 1914, « Esaurimento del governo provvisorio in Epiro ».

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale rend ce patronage problématique : des six grandes puissances, l'Italie est la seule à rester neutre. Elle est donc la seule à rester impliquée en Albanie au moment où les autres puissances jettent toutes leurs forces dans les batailles de France et de Pologne. Or, ce désengagement laisse les mains libres à la Grèce, dont l'armée envahit le Sud de l'Albanie et avance rapidement, prenant Berat à la fin du mois de septembre³⁹, et menaçant Valona. Pour la Grèce, il s'agit d'avancer le plus loin possible avant que l'Italie ne soit en mesure de la contrer. Désormais sûrs de la pérennité de leur occupation de l'Épire, les Grecs changent donc de politique à l'égard des populations musulmanes, et suspendent leur politique de nettoyage ethnique. La fin des persécutions contre les Albanais a pour but de faire cesser leur résistance. Les réfugiés qui s'entassent dans les villes albanaises constituent alors un moyen de pression efficace. En effet, les populations du Sud de l'Albanie ont fui par clans entiers dans les villes, entretenant l'anarchie ; il est donc possible de négocier avec les populations épuisées des villes leur reddition en échange de leur sécurité. Le gouvernement grec va jusqu'à faire endosser aux Epirotes la responsabilité des exactions pour pouvoir se présenter en libérateur⁴⁰. À Berat, les Grecs ont donné des garanties aux Albanais et sont ainsi entrés sans combats dans la ville⁴¹. Les diplomates italiens rapportent que la même propagande est menée auprès des Albanais de Valona. Une intervention italienne est donc urgente. Alors qu'Antonino Di San Giuliano a reçu des puissances l'assurance qu'elles consentiront à l'occupation de Valona par l'Italie, le ministre à Durazzo Aliotti signale que les heurts entre réfugiés bektashi et la population locale de Valona fournissent une occasion idéale d'intervention, au nom du rétablissement de l'ordre⁴². Le consul italien à Valona, Lori, est ainsi chargé de créer un incident légitimant l'intervention italienne ; il a pour cela recours à un clan de réfugiés qui campe aux portes de Valona :

«J'ai donné des dispositions pour l'incident ce soir même, par l'intermédiaire d'une personne de confiance. J'avertis Votre Excellence que ledit incident ne pourra pas avoir lieu dès demain, car il me faut un peu de temps pour l'organiser et parce que je dois me servir d'un groupe de réfugiés de Kurvelesh, des gens résolus qui campent à quelques kilomètres de Valona. Leur chef, contacté cette nuit, sera ici demain matin ; je lui ferai donner les instructions et l'argent par une personne sûre »⁴³.

³⁹ Nuvolari, consul à Janina, au ministre des Affaires étrangères Antonino Di San Giuliano, t. 9715/250 du 2 octobre 1914, *I Documenti Diplomatici Italiani*, (DDI) 5.1, doc. 864.

⁴⁰ De Bosdari, Ministre d'Italie à Athènes, à Di San Giuliano, t. 1488/494 du 6 octobre 1914, DDI, 5.1, doc. 906.

⁴¹ Lori, consul à Valona, à Di San Giuliano, t. 9798/1172 du 4 octobre 1914, DDI, 5.1, doc. 881.

⁴² Aliotti, consul à Durazzo, à Di San Giuliano, t. gab. rr. s. 1408/939 du 3 octobre 1914, DDI, 5.1, doc. 875.

⁴³ Lori à Sidney Sonnino, ministre des Affaires étrangères, t. gab. r. sp. 20/1753 du 22 décembre 1914, in DDI 5.2, doc. 460.

Le phénomène des réfugiés avait largement contribué à installer en Albanie une anarchie qui ruinait les efforts italiens pour stabiliser la région. En dernier ressort cependant, la diplomatie italienne utilise la question des réfugiés pour légitimer son intervention au nom du rétablissement de l'ordre et de la protection des réfugiés. Le 31 décembre 1914, un millier de bersagliers occupent en effet Valona, ce qui constitue la première étape d'une présence italienne directe dans la péninsule balkanique.

Lorsque l'Italie entre en guerre en mai 1915, elle jouit d'une crédibilité stratégique nouvelle, qui rompt avec plusieurs décennies d'impuissance. De la période post-unitaire, l'Italie hérite des frustrations, mais aussi la conviction d'être une puissance à part, protectrice des nationalités opprimées. Elle accède au rang de grande puissance au moment où la conscience humanitaire devient un facteur des relations internationales. Cette conscience humanitaire, qui concerne d'abord les combattants – blessés et prisonniers – s'élargit aux civils, de plus en plus touchés par la guerre moderne. Lorsqu'elle entre en scène dans des Balkans ravagés par l'agonie de l'empire Ottoman, l'Italie trouve alors matière à utiliser le capital de *soft power* hérité de sa faiblesse initiale. La question des déplacements de populations dans les Balkans constitue ainsi un facteur important de l'impérialisme original que développe l'Italie au début du XX^e siècle. Puissance non-belligérante durant les guerres balkaniques, elle n'est en effet pas neutre pour autant. Si ses nouveaux rivaux stratégiques ont pour eux l'avantage d'une présence militaire directe, leur politique de contrôle territorial se solde par la fuite de nombreux réfugiés, que la diplomatie italienne apprend à utiliser comme un argument de légitimité au tribunal naissant de l'opinion internationale, qui prendra toute sa dimension au lendemain de la Première Guerre mondiale.